

CONVENTION DE PRESTATION DE SERVICE
POUR LE FONCTIONNEMENT DU LIEU D'ACCUEIL ENFANTS/PARENTS (LAEP)

Entre

D'une part,

La Communauté de Communes MEDOC ATLANTIQUE, élisant domicile 9 rue du Maréchal d'Ornano, à Soulac sur Mer (33780), représentée par Monsieur Xavier PINTAT, dûment habilité à l'effet des présentes par délibération en date du décembre 2021.

Ci-après désignée la Communauté de Communes

Et,

L'Association APPEM « Accompagnement Parentalité Enfance en Médoc », sise 68, cours Victor Hugo à Lesparre-Médoc (33340) représentée par Madame Florence NDJE, Présidente en exercice,

Ci-après désignée l'Association

D'autre part

IL A TOUT D'ABORD ETE EXPOSE CE QUI SUIV

Dans le cadre de sa compétence « action sociale d'intérêt communautaire », le conseil communautaire a souhaité offrir aux familles du territoire un nouveau service lié à l'enfance et à la parentalité, dénommé « Lieux d'Accueil Enfants/Parents (LAEP) ». Ces derniers sont des espaces particulièrement pertinents pour favoriser la qualité du lien d'attachement entre les parents et les enfants et permettre à l'enfant de se construire dans de bonnes conditions. Ils participent à cet objectif en développant une approche particulière de l'accompagnement précoce de la fonction parentale, basée sur l'écoute et l'échange autour du lien familial et social.

Pour assurer le fonctionnement de ce service et l'animer en divers points du territoire, la communauté de communes peut s'appuyer sur l'expertise de ses propres services mais également des structures existantes, de sorte à fédérer les acteurs de l'enfance autour de ce projet dans le cadre d'une démarche pluridisciplinaire.

Dans ces conditions, la communauté de communes a souhaité se rapprocher de l'APPEM (Accompagnement Parentalité Enfance en Médoc) pour bénéficier de son expérience sur ces questions puisque l'association intervient de longue date sur le territoire et qu'elle dispose de personnel qualifié pour les animer.

IL A ENSUITE ETE CONVENU CE QUI SUIV

Article 1 : Objet de la convention

Dans le cadre du fonctionnement du LAEP, l'Association s'engage à mettre à disposition du personnel salarié de l'APPEM (une accueillante permanente et une accueillante intégrée au pôle des remplaçants) selon l'organisation prévue à l'article 2. Dans le cadre de leur participation aux différents temps du LAEP (accueil, réunions, supervision), les salariés seront placés sous la responsabilité de l'accueillante référente qui assure l'organisation opérationnelle du service LAEP.

Ce personnel aura également l'obligation d'assister et participer aux réunions d'équipe et de supervision, ainsi que les temps de formations.

Cette convention précise les droits et les obligations principaux des cocontractants, étant entendu que ceux-ci peuvent évoluer au fil du temps ; l'objectif principal étant que le partenariat qui unit les parties se développe dans le sens des intérêts de chacun.

Article 2° : Organisation du travail

Le LAEP sera fermé au public les jours fériés, les deuxièmes semaines des petites vacances scolaires (février, avril et octobre), les deux semaines des vacances de Noël et les trois premières semaines d'août.

L'accueillante permanente interviendra, durant les périodes d'ouverture du service LAEP, déterminée comme suit :

- Le mardi matin à la maison des Associations de Grayan-et-L'Hôpital : installation 8h30-9h, temps d'accueil de 9h à 12h, rangement et débriefing 12h-13h soit 4h30 de présence sur le lieu ;

Les deux accueillantes (permanente et celle intégrée au pôle des remplaçants) seront présentes :

- Le lundi après-midi de 14h à 15h30 au 1 route de Bordeaux à Carcans pour les temps de réunion d'équipe (27 janvier, 7 février, 11 avril, 13 juin, 29 août, 17 octobre et 12 décembre 2022) ;
- Le lundi après-midi de 14h à 15h30 au 1 route de Bordeaux à Carcans pour les temps de réunion de supervision (7 mars, 9 mai, 4 juillet, 19 septembre, et 14 novembre 2022).

L'accueillante intégrée au pôle des remplaçants pourra être sollicitée par la responsable du LAEP pour effectuer des remplacements en cas d'absence des accueillants permanents. Il est acté que cette personne interviendra principalement sur Grayan-et-L'Hôpital et Vendays-Montalivet.

Article 3 : Dispositions financières – Budget prévisionnel

La Communauté de Communes verse à l'association d'une rémunération calculée sur la base d'un tarif horaire de 18,22 €, étant précisé que l'association n'est pas soumise à la TVA. A cela s'ajoute les frais de déplacement, évalués sur la base du barème fiscal des indemnités kilométriques dont le montant est déterminé, selon la puissance fiscale du véhicule, par arrêté du 15 février 2021 fixant le barème forfaitaire permettant l'évaluation des frais de déplacement relatifs à l'utilisation d'un véhicule par les bénéficiaires de traitements et salaires optant pour le régime des frais réels déductibles.

Le budget prévisionnel de l'année 2022 a été établi sur la base de 451 heures d'intervention des animatrices sur 2 lieux d'accueil, soit un total de 8 217,22 € majoré de 4 500 € de frais de déplacement.

Article 4 : Evaluation annuelle du dispositif conventionnel

Une évaluation contradictoire du présent dispositif conventionnel interviendra au plus tard le 1^{er} octobre 2022 et sera transmis à la commission « enfance/Jeunesse » de la Communauté de Communes, qui devra émettre un avis sur la poursuite du partenariat avec l'Association et de la prestation, objet des présentes. En cas de reconduction de la convention conformément à l'article 4, cette évaluation devra intervenir chaque année avant le 1^{er} octobre de l'année en cours.

Article 5 : Durée

La présente convention est conclue pour une durée d'un an, à compter du 1^{er} février 2022, avec faculté annuelle de reconduction expresse, pour une année supplémentaire, dans la limite de trois années. La décision de reconduction sera notifiée, par lettre recommandée avec accusé de réception, au plus tard 3 mois avant la date d'échéance de la convention, et après l'évaluation du dispositif par la commission « Enfance et Jeunesse » en application de l'article 3.

Article 6 : Assurances

L'association fera son affaire de l'assurance professionnelle de ses agents et justifiera de la conclusion d'une police d'assurance « responsabilité civile », pour ces activités d'accueil enfants/parents.

Article 7 : Contentieux

En cas contentieux et après constat de l'échec de toute voie amiable, le tribunal compétent est le Tribunal Administratif de Bordeaux.

Soulac sur Mer, le

Pour l'Association,
La Présidente,

Florence NDJE

Pour la Communauté de Communes
Le Président



Xavier Pintat
Xavier PINTAT